



Monsieur Bernard CAZENEUVE
Ministre de l'intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS

le secrétaire général

Montreuil, le 23 octobre 2014

Monsieur le Ministre de l'intérieur

Je vous prie de trouver, ci-joint, le courrier que j'envoie ce jour à Monsieur le Président du Conseil général du Calvados.

Après un conflit social très classique porté par les sapeurs-pompiers eux-mêmes, Monsieur le Président du Conseil général a demandé 250 sanctions sur un effectif global de 400.

Les chiffres témoignent du caractère disproportionné de la demande. Elle atteint cependant, blesse et meurtrit des femmes et des hommes dévoués et attachés à leurs missions au service de nos concitoyens.

Continuer dans cette voie contribuerait à aggraver les tensions, à tendre le climat social.

Nous savons que les sapeurs-pompiers ont besoin de calme, de sérénité et de confiance pour pouvoir accomplir leurs difficiles missions.

Comme moi vous êtes attaché au vivre ensemble dans notre Normandie et votre mission vous impose de veiller à la sécurité de nos concitoyens.

Je suis convaincu que cet épisode malheureux trouvera une issue très favorable dans l'intérêt général.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre l'expression de mes salutations distinguées.

Bin A Tui

Thierry LEPAON
Secrétaire général de la CGT



Monsieur Jean-Léonce DUPONT
le Président du Conseil général du
Calvados
9 r St Laurent
BP 20520
14035 CAEN CEDEX 1

le secrétaire général

*Copie à Monsieur le Ministre de
l'intérieur*

Montreuil, le 23 octobre 2014

Monsieur le Président,

Le syndicat CGT du SDIS 14 m'a appris votre demande de 250 sanctions à l'encontre de sapeurs-pompiers du Calvados. Ils revendiquaient simplement de pouvoir accomplir leurs missions sur l'ensemble du territoire du département.

J'avoue avoir été surpris à la fois par le nombre des sanctions demandées et les motifs invoqués. Les chiffres témoignent du caractère bien peu raisonnable de la demande. En effet, dans ce cas précis, des femmes et des hommes qui travaillent avec dévouement et abnégation pour notre sécurité, parfois au péril de leur vie, sont personnellement visés.

Je sais l'esprit de corps et de sacrifice nécessaire pour accomplir leurs missions. Des sanctions ne permettraient plus de travailler en toute sérénité et en confiance.

Je sais aussi que, comme moi, vous êtes attaché au bien vivre et à la sécurité des habitants dans un département qui nous est cher.

C'est pourquoi un retrait de la demande de sanctions est une mesure de justice qu'impose la raison pour permettre l'investissement de tous les acteurs, en confiance, au service unique de l'intérêt général.

Convaincu que vous agirez dans l'intérêt des habitants de notre département et dans l'attente d'une réponse positive de votre part,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Bien A Vous.

Thierry LEPAON
Secrétaire général de la CGT